

# Quand émotion rime avec inondation

Symboles de ceux qui ont souffert lors des inondations de 2010 et 2011, deux hommes ont, lors de l'assemblée générale de Viva, imploré qu'on ne les abandonne pas

**M**oment d'émotion lors de l'assemblée générale de Viva. Provoqué par l'intervention de l'agriculteur-marâcher, Stéphane Morfea, et du directeur du camping La Barque, Christophe Boucherit. Les deux hommes ont subi d'importants dommages lors des inondations et n'imaginent pas une seconde en revivre une troisième. Ils ne s'en remettraient pas. Stéphane Morfea affirmait que « chaque inondation nous affaiblit, nous fait mal. Nous perdons de l'argent, les assurances ne nous remboursent pas ou alors très mal. Nous perdons notre terre emportée par la puissance de l'eau ainsi que la confiance de nos clients, qui nous remplacent par des sources d'approvisionnement plus sûres et moins aléatoires que les nôtres ».

## Sacrifiés par « l'inaction des pouvoirs publics »

Et l'agriculteur de constater : « La plaine de l'Argens est laissée à



L'agriculteur et le patron du camping ont imploré les autorités de pas les laisser tomber. (Photos Philippe Arnassan)

l'abandon, elle n'est plus entretenue, les ruisseaux sont sales, jamais curés ni même nettoyés. L'entretien de la rivière est inexistant, tout comme nos routes qui sont dans un état déplorable... » Il interpelait également les pouvoirs publics : « Vous nous sacrifiez par votre inaction, votre lenteur, vos belles paroles. Si vous étiez chef d'entreprise, vous auriez déjà mis la clé sous la porte avec votre gestion déplorable... » Un constat sévère, dicté par la colère et le désarroi, envers les élus et l'État.

## Plus jamais

« Il faut prendre des initiatives, nous avons besoin de leaders, de locomotives et non pas de charrettes que nous devons tirer et qui se rajoutent à la difficulté naturelle de notre travail... Vous nous condamnez à vivre à côté de cette rivière qui devient un torrent en furie. Quand il pleut, nous ne dormons plus, la crainte, la peur nous habite... »

Semblable émotion avec l'intervention de Christophe Boucherit, porte-parole de tous ces campings de la plaine de l'Argens, dévastés et meurtris. Au fil des mois, ils ont redressé la barre et repris leurs activités, mais ne supporteraient plus une nouvelle catastrophe. « Aidez-nous. Deux fois c'était impossible, trois fois c'est impensable. Nous avons repris en juillet après des semaines de travaux mais nous sommes fatigués. On ne pourrait pas tenir avec une troisième inondation. Les assurances ont augmenté de façon vertigineuse et aucune d'entre elles ne sera à nos côtés en cas de nouvelle inondation. Nous sommes avec l'administration et les politiques, mais il faut qu'ils nous viennent en aide pour ne jamais plus revivre de telles situations. » Un cri du désespoir alors que l'on évoque de nouveaux travaux en 2015, voire 2016... Quel avenir pour la plaine de l'Argens si les dossiers n'accéléraient pas?

E. D.  
edeluard@varmatin.com

## « L'essentiel n'est pas encore fait »

Trois heures de débats. Et une constatation, lors de cette assemblée générale de Viva (Vivre installée au Val d'Argens), « l'essentiel n'est pas encore fait », suite aux dramatiques inondations de 2010 et 2011. Jeudi soir, au camping de la Barque à Fréjus, ils étaient une centaine autour du président Jean-Noël Brandenburger et du secrétaire général, le Dr Louis Reymondon.

La situation n'a guère évolué et pour les habitants et professionnels du secteur, le péril demeure : « Que deviendrez-vous si survient une troisième catastrophe? »

Quels travaux, quel calendrier, quels financements ? Le flou subsiste. Pour l'heure, la seule certitude se base sur un rapport de la Cour des comptes qui estime à 1,658 milliard d'euros le coût des inondations de 2010. À ce prix, estime Viva, « que de travaux de prévention auraient pu être réalisés. »

## Accélérer le processus

Les travaux, projets et bonnes intentions ne manquent pas comme le prouvaient les films et commentaires de techniciens du service de l'environnement du conseil général ou des syndicats des rivières. Mais les financements sont toujours trop maigres et les travaux à envisager pour canaliser les crues de l'Argens bien trop lointains. À l'heure des discours, Elsa Di Méo, conseillère régionale, ne manquait pas de le souligner : « L'enjeu est de taille et je constate la complexité du dossier. Mais pourquoi attendre 2014 ou 2015 pour réagir. L'inaction pèse depuis des années. Il faut travailler avec tous les partenaires et avancer plus vite. » L'élue régionale annonçait qu'elle avait écrit le matin même au ministère de l'Agriculture pour faire bouger les lignes. Le député Georges Ginesta reste sur son cré-

neau. À ses yeux, le problème reste concentré en amont du fleuve. « Tant que l'on ne traitera pas le bas des bassins versants avec des barrages écrêteurs, tous les travaux à l'embouchure de l'Argens seront insuffisants. Pour le financement, tout le monde s'y prêterait et nous ferons appel à l'Europe. Travailler l'aval, il faut naturellement le faire mais le temps presse. La troisième inondation serait sans doute la dernière... »

Le sous-préfet Stanislas Cazelles venait pour écouter et constater les premiers travaux réalisés sur l'Argens. Il rappelait aussi le travail de fond entrepris pour les Plans de préventions des risques inondations (PPRI). Bientôt vont s'organiser des réunions publiques où les PLU et autres zones de constructions seront évoqués. « Je constate la mobilisation et le terreau fédérateur qui vous anime. J'espère vous retrouver l'an prochain alors que les travaux auront progressé. » Un an, c'est long pour les sinistrés.

1. Étaient également présents Paul Boudoube, maire de Puget, Francis Tosi, premier adjoint de Fréjus, les divers techniciens et représentants des organismes en charge du dossier inondation.



Autorités et membres au coude-à-coude pour cette assemblée.